

“Et pendant ce temps là...”

# Petit dictionnaire de la vie quotidienne

Il n'est pas dans notre propos de vous présenter ici le « petit Larousse illustré » du mois de mai 1968. Mais plus simplement de rappeler que les grands événements s'accrochent volontiers de la petite histoire. Celle-ci a connu les frissons de la générosité et de l'amitié. Les relents de l'égoïsme aussi. Mais ce sont là les grandeurs et les bavures propres à toutes les explosions populaires. Ne prenons rien à la lettre dans cet alphabet marginal mais sachons ne pas non plus le négliger.

**A** comme **AUTO-STOP**. Fut pratiqué intensément aussi bien en ville que sur les grandes routes. Occasion de dialogues (politiques), de tuyaux (pratiques) et d'étonnements (divers). Je connais une idylle amoureuse se qui s'est nouée et poursuivie à partir d'une rencontre sur l'asphalte. Plusieurs personnes m'ont avoué avoir eu l'envie de « vider » leurs passagers parce qu'ils n'étaient pas de leur avis sur les grèves ou de Gaulle. Mais ils ne l'ont pas fait. Solidarité d'abord. Exception : le soir de la manifestation de droite à l'Etoile où un militant C.F.D.T. s'est arrêté pour questionner : « Vous venez de la manif. ? — Oui. — Eh bien ! fallait pas y aller ! » et il a démarré. Pas très charitable. Mais compréhensif.

**B** comme **BANQUES**. Elles ont connu l'affluence, les queues puis la fermeture. Après avoir été, en quelque sorte, « dévalisées ». Difficiles envers les petits clients, elles le

furent sans doute moins avec les « fuyards » de capitaux, dont certains retiraient sans discrétion (avec voiture et chauffeur) des sommes dont l'importance n'échappait à personne.

— « B » comme **BOITE AUX LETTRES**, également. Lesquelles, vides de courrier, se sont remplies de prospectus publicitaires. Et ce qui était d'ordinaire jete fut lu avidement, paraît-il.

**C** comme **CHOMEURS**. Le gouvernement déclarait volontiers : « Il n'y en a guère... » Pourtant, il n'hésita pas à leur lancer un appel à la radio... pour le ramassage des poubelles.

— « C » aussi comme **C.R.S.** (voir S.S.).

— « C » encore comme **COIFFEUR**, où, paraît-il, les conversations prirent un tour moins anodin que d'ordinaire. Une bonne habitude de prise, espérons-le.



**P** ENDANT ces quelques semaines notre centrale de la rue Montholon a été une ruche bourdonnante. Très vite, le hall d'entrée fut transformé en centre de documentation syndicale C.F.D.T. et en gare de triage pour tous ceux qui désiraient rejoindre les fédérations pour y soutenir leur action.

« Je voudrais que vous m'expliquiez... »

Des jeunes, des moins jeunes, des gens de tous milieux défilaient avec cette question à la bouche, soucieux de prendre la véritable mesure des positions originales de la C.F.D.T. sur le problème étudiant, le droit syndical, l'autogestion ou la dimension politique de cette crise de civilisation.

Et dès lors s'établissait dans le hall même un dialogue permanent dans les allées et venues fébriles des militants à la recherche d'une équipe, d'une réunion, d'un document.

De province aussi on arrivait et on repartait, les coffres partagés entre les communiqués, tracts, courriers et les numéros spéciaux de « Syndicalisme ». A peine prenait-on le temps de jeter un coup d'œil sur les cohortes de journalistes de la radio, de la télévision et de la presse écrite qui hantaient les couloirs.

Bien entendu, la grande maison ne dormait pas, même la nuit ! Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les services confédéraux, organisés en équipes, occupaient les locaux.

Le standard téléphonique, constamment embouteillé, était devenu un des centres vitaux de la maison avec les bureaux du président et du secrétaire général de la Confédération.

Dans les locaux des fédérations, on découvrait au petit matin des lits de camp et duvets ou s'étaient efforcés de récupérer un peu de sommeil maints responsables épuisés par des heures et des heures d'activités.

Pourtant l'humour ne perdait pas ses droits et au hasard des couloirs et de l'actualité, on remarquait qu'ici ou là on « s'enchieuillait » de bon cœur à moins qu'on ne se gargarisât des « formules creuses » si peu prises par nos amis de la C.G.T.

Bref, on ne chômait pas. Et si parfois la lassitude succédait quelques instants au coup de feu, avant que n'intervienne une vague contraire, toujours s'imposait cette certitude : que la rue Montholon — de même d'ailleurs que toutes les unions départementales, unions locales et sièges de syndicats C.F.D.T. à travers toute la France — ne vivait que de la confiance qui déferlait vers elle de tous les coins de France et que ce combat fébrile d'un mois « pas comme les autres » était l'expression même d'un peuple en marche.

*SUR 24*

**D** comme DIALOGUE. Ce fut le maître-mot de tous ces événements.

Le mot magique qui devait permettre la compréhension, l'ouverture aux autres, la découverte des solutions, etc. Proposé avec entêtement, en particulier par les étudiants, il a effectivement permis l'abandon de bien des préjugés. A la Sorbonne, il fut le levain dans la pâte. Aux portes des usines, il s'avéra plus laborieux.

A l'intérieur des entreprises ou des établissements scolaires, il déboucha parfois sur des résultats positifs. Dans la rue, de toute façon, il fut permanent. Ce mythe du dialogue, fatalement séduisant pour le Français, peuple bavard, et exploité intensément durant ces événements, aura d'importants prolongements. Il a changé, en particulier, la nature des relations humaines. « Grâce à lui, me disait un ouvrier, plus rien ne sera jamais comme avant entre l'ingénieur et moi... ».

**E** comme ESSENCE. Ce fut l'autre mot-obsession de ce mois de mai dramatique. Il fut responsable de bien des inquiétudes, bien des impatiences (certains passèrent des nuits à proximité de stations dont on annonçait l'approvisionnement pour le matin), de bien des aventures aussi (suivre un camion citerne à la trace, tomber en panne sèche, se trouver bloqué loin de chez soi, etc.). A Paris, les queues d'automobiles aux rares postes alimentés (j'en ai compté une fois, porte de la Chapelle, 127 dans une file de près d'un kilomètre) ont aussi, hélas, été source d'incidents : engueulades, bagarres, que la police devait arbitrer. Il a fallu cette pénurie pour mesurer (si besoin était) l'importance de la voiture dans la vie de tous. Pour révéler aussi les égoïsmes qu'engendre une certaine forme d'esclavage... le mot n'est peut-être pas trop fort pour désigner l'attachement de l'homme moderne à son véhicule à quatre roues.

— « E » aussi comme ENFANTS. Le dialogue parents-enfants s'est incroyablement élargi durant les événements. Les « dis, pourquoi ? » ont débouché sur les étudiants, les grévistes, la violence, la révolution, et bien souvent les parents les plus jeunes ont eu un gros effort à faire pour expliquer en termes clairs puis aider à porter un jugement de valeur.

**J** comme JOURNAUX. Ils ont manqué, surtout aux Parisiens, durant ces quelques semaines. Pour être sûr d'avoir Le Monde (qui doubla presque son tirage au plus fort de la crise), il fallait, dans certains marchands de journaux, le retenir et le payer d'avance. Les journaux se sont avérés, en tous cas, comme les compléments indispensables de la radio, les supports d'une réflexion ou de dialogues sur lesquels on pouvait s'attarder.

**M** comme MARCHÉ. Ce fut un sport remis (involontairement) à la mode, surtout dans les grandes villes privées de tous moyens de transports collectifs et d'essence. « Ces marches forcées pour me rendre au travail, me disait un non-gréviste, m'ont permis de découvrir Paris ».

Même son de cloche chez les fidèles de toutes les « manif », dont les itinéraires variés ont facilité la connaissance de la capitale, une connaissance « à petit pas », si l'on peut dire. « Tu verras qu'après les événements, les chausseurs vont faire des affaires », me disait un militant. Ça n'aurait rien d'étonnant.

— « M » encore comme MÉDECINS. Ils furent présents, au plus fort des émeutes du quartier Latin, et efficaces dans l'aide aux blessés.

Eccœurés par les brutalités des services d'ordre, ils ont déjà témoigné dans les journaux et le feront encore dans le « livre blanc » en préparation. Signalons aussi que dans la banlieue lilloise ils ont soigné gratuitement les grévistes durant tout le conflit social.

**N** comme NOURRITURE. Nous aurions pu écrire à ce sujet : « P comme Panique ». Car dès les premières vagues de grève, on assista à une réaction curieuse de nombreuses ménagères qui procédèrent à une véritable razzia des magasins. En un jour ou deux, ceux-ci furent littéralement vidés. « C'est la crainte de la guerre civile », expliquaient les commerçants, toutefoix ahuris par l'inconséquence de certaines gens. « Une cliente m'a acheté ce matin vingt kilos de beurre ! » me racontait une épicière. J'ai moi-

# CONTRE LE POUVOIR ABSOLU

## LE DÉBUT D'UN CHANGEMENT

« Pour tout dire, voilà : Je ne veux pas qu'on me dédaigne. »  
MALRAUX (L'Espoir).

Si le ministre était resté fidèle à ses opinions d'autrefois, il y a longtemps qu'il aurait démissionné du gouvernement gaulliste. Hélas...

Car enfin, c'est bien le refus d'être soumis au moule d'une Université sclérosée qui a été à l'origine de la révolte étudiante, comme c'est la volonté de faire entrer la démocratie dans l'entreprise monarchique et dédaigneuse du « facteur humain » qui a, seule, permis la plus formidable grève généralisée que la France ait jamais connue.

L'usine occupée, c'est le signe du pouvoir syndical plus fort que la loi, plus fort que le suzerain de l'entreprise, détenteur tout à la fois dans sa « propriété privée » des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

L'irruption des travailleurs de 1968 dans l'histoire ouvrière française a marqué le début d'un changement : pour démocratiser l'entreprise dans une perspective de gestion démocratique, c'est-à-dire d'autogestion, il faut que s'y exerce librement une force collective, celle des travailleurs solidaires pour défendre et imposer leurs droits. Et la seule garantie pour que cette force puisse naître, s'organiser, se développer, contester et modifier les décisions patronales jusqu'ici unilatérales, c'est la conquête de la liberté syndicale dans l'entreprise.

Le pouvoir des travailleurs organisés dans leur section syndicale, c'est le pouvoir de faire échec à l'arbitraire, de contrôler l'ensemble des conditions du travail tant individuel-



Photo Munoz de Pablos

par Edmond  
MAIRE

membre du Bureau  
confédéral de la CFDT

les — embauche, mutation, promotion, licenciement, discipline — que collectives — salaires, emploi, avenir de l'entreprise.

Seule l'organisation syndicale est garante de ce pouvoir ouvrier. Il ne s'agit pas à la C.F.D.T. de créer une « institution nouvelle » dans l'entreprise, mais d'y faire agir une force collective, de mettre en action les travailleurs pour une démocratisation continue de structures reposant encore sur un pouvoir patronal absolu.

Nous n'avons pas l'illusion de croire que le pouvoir syndical sur le lieu du travail est une condition suffisante pour réaliser une gestion démocratique de l'économie. Nous savons qu'un pouvoir ouvrier ne peut s'exercer totalement que s'il contrôle tous les niveaux de l'économie — planification démocratique, autonomie des régions — et s'il s'appuie sur un Etat qui soit aux mains de forces démocratiques.

Mais la grande conquête de mai 1968 — l'introduction en force du syndicat sur les lieux du travail pour y étendre les droits des travailleurs — marque une étape irréversible dans un processus de démocratisation de l'entreprise où les travailleurs ont à conquérir la liberté et la responsabilité. C'est là le sens de notre combat pour le présent et le futur.

Contre le pouvoir absolu dans l'industrie, dans l'Université et dans la nation, la CFDT a exprimé ses revendications essentielles en cinq points.

- La CFDT affirme comme premier préalable le **pouvoir syndical et la démocratisation dans l'entreprise et l'administration.**

C'est-à-dire :

- le droit de constituer des sections syndicales d'entreprise ;
  - la liberté de l'information syndicale ;
  - le libre collectage des cotisations syndicales ;
  - le contingent d'heures payées pour les réunions statutaires ;
  - l'abrogation des règlements intérieurs restrictifs ;
  - le libre accès des secrétaires syndicaux permanents dans les entreprises ;
  - le droit syndical de négociations des salaires réels ;
  - le libre exercice du droit de grève ;
  - la suppression des primes antigrèves ;
  - l'interdiction du lock-out ;
  - l'abrogation de la loi antigrève de juillet 1963 ;
  - la réintégration de droit, dans leur emploi, de tous les travailleurs militants et responsables mutés ou licenciés en raison de leur action syndicale ;
  - le droit de discussion et d'information dans l'entreprise concrétisé par la possibilité de se réunir deux heures par mois dans l'entreprise pendant le temps de travail ;
  - des commissions paritaires consultatives et obligatoires dans chaque établissement pour examiner toutes les mutations, embauches, promotions, licenciements.
- **L'égalité des chances dans la vie de travail par la démocratisation de l'enseignement et de l'université et la reconnaissance du droit des étudiants et des enseignants à la gestion de l'Université...**, la reconnaissance du droit des travailleurs à la formation permanente et au recyclage professionnel.
  - **La planification démocratique des prestations sociales et la mise en œuvre d'une véritable politique de la santé.**
  - **Une politique du pouvoir d'achat et du plein emploi.** C'est-à-dire relèvement du pouvoir d'achat des salaires réels, aucun travailleur ne devant, en tout état de cause, percevoir un salaire mensuel réel inférieur à 600 francs.
  - **Démocratisation de l'information dans la nation.** Par une réforme des structures de l'O. R. T. F. et l'accès des organisations syndicales de travailleurs aux moyens modernes d'information.

**C**haque jour, chaque heure qui passe voit notre centrale monter dans l'estime des travailleurs. Ceux-ci, tout au long des conflits sociaux terminés ou encore en cours, ont pu apprécier l'originalité des positions de la C.F.D.T. Voir loin sans négliger le présent, c'est une position aussi courageuse que réaliste : elle est appréciée, comme en témoignent les adhésions en masse que reçoivent les syndicats de base, les unions locales, les unions départementales, la centrale elle-même. Une prise de conscience syndicale accélérée résulte de ces conflits : il importe que tous nous contribuions à la prolonger et à l'affermir encore.

**Pôle d'attraction  
de ce conflit  
la C.F.D.T. a vu  
la justesse de  
ses analyses  
reconnue par  
les travailleurs :  
ils la rejoignent  
par milliers...**

La syndicalisation accélérée qui résulte des événements de mai se manifeste dans les secteurs les plus divers. Il est impossible d'en établir déjà un tableau précis. Mais on peut distinguer deux lignes de force dans de nombreuses professions : 1) multiplication des adhésions là où l'implantation syndicale est reconnue ; 2) créations de syndicats dans les secteurs « sous-développés » en la matière.

Dans la première catégorie, se situe par exemple la Sécurité sociale, où les syndicats recueillent de nombreuses adhésions ; ou le bâtiment de la région parisienne qui a vu ses adhérents doubler ; ou encore les syndicats C.F.D.T. des grands magasins qui voient le nombre de leurs adhérents augmenter de 30 %.

S'il fallait prendre un exemple de



Photo Hubert

profession qui a vu plus précisément la multiplication de ses sections, il faudrait choisir Ha-Cui-Tex (Habillement, Cuir, Textiles) où dans le Nord, l'Isère, la Loire, on annonce de nouvelles sections fortes d'emblée de 80, 200 et même 500 adhésions (dans ce dernier cas, sur un personnel de 700 ouvrières).

Enfin, à signaler dans le domaine de la solidarité syndicale, l'aide qu'ont apportée durant les conflits les militants du Gaz et de l'Electricité (profession fortement syndicalisée) à certaines entreprises du secteur privé.

Autre signe éloquent du désir d'information des travailleurs en matière syndicale : les services d'économat de la Confédération ont vu leurs stocks de brochures et documentations diverses épuisés en quelques jours. Tout fut rapidement mis à la réimpression.

# SUR LE TAS

# L'EXPERIENCE

# DE



# L'AUTOGESTION

**S**UR le tas, l'expérience de l'autogestion a fait son chemin.  
Un responsable cégétiste disait  
« C'est la forme achevée  
de la vie socio-économique. »  
Au fil des jours, les travailleurs en ont mieux défini le contenu ;  
dans les ateliers, les usines  
et les administrations,  
les travailleurs ont réfléchi et posé des actes  
dans le sens des responsabilités  
qu'ils veulent assumer dans l'entreprise  
et l'économie.  
Ce sont les masses qui nourrissent  
le contenu des formules...  
et ces événements de mai et juin 68  
y ont largement  
et précisément contribué.  
La preuve...

# ouvriers-étudiants

Conférence de presse C.F.D.T.-U.N.E.F. De gauche à droite : Jacques Sauvageot, vice-président de l'U.N.E.F., André Jeanson et Eugène Descamps, président et secrétaire général de la C.F.D.T. (photo Hubert).



## le futur a déjà commencé

Alors que les pavés barraient  
encore des rues au  
Quartier latin  
et que les carcasses  
des voitures calcinées abandonnaient  
leurs dernières fumées,  
les organisations syndicales  
ouvrières, d'enseignants et  
d'étudiants se rencontraient.

C'était le 11 mai.  
La riposte à la répression  
policière se préparait.  
Après demain était le 13 mai.

**B**IEN vite, avant, mais surtout le 13 mai, des rangs serrés qui dévalaient dans les rues il apparut que notre solidarité allait bien au-delà d'un front commun antipolicière. « *Ouvriers - étudiants, un même combat* », clamaient au vent certaines banderoles. C'était bien de cela qu'il s'agissait. C'était encore imprécis, mais ressenti par tous.

Dès le 16 mai, la C.F.D.T. dégagait la nature de cette rencontre : « *La lutte des étudiants pour la démocratisation des universités est de même nature que celle des travailleurs pour la démocratie dans les entreprises.* »

Tandis que de leur côté les étudiants cherchaient à marquer leur solidarité avec les travailleurs occupant les usines, la jonction étudiants-ouvriers va prendre le 20 mai sa vraie dimension par la rencontre de la C.F.D.T. et de l'U.N.E.F. suivie d'une conférence de presse.



Au nom de la C.F.D.T., Eugène Descamps souligna que les manifestations étudiantes avaient été le détonateur du mouvement qui se développait et que des rencontres entre ouvriers et étudiants étaient bénéfiques pour les uns comme pour les autres. « *Nous appelons, dit-il, ces rencontres de tous nos vœux, non à l'intérieur des entreprises (pour des raisons de sécurité, de respect de l'outil de travail), mais devant les usines.* »

Jacques Sauvageot, au nom de l'U.N.E.F., explique : « *Lorsque les étudiants avancent comme revendication le pouvoir étudiant, cette revendication ne prend un sens que par rapport à la revendication par les ouvriers du pouvoir ouvrier, un pouvoir qui passe d'abord par la revendication du pouvoir syndical.* »

La C.F.D.T. fut donc la première, mais par la suite resta la seule confédération syndicale ouvrière à établir un contact réel et à constater un accord de fond avec le mouvement étudiant. Elle n'avait pas, comme les uns, peur du dialogue par crainte de se faire déborder, ou, comme les autres l'inintelligence de saisir l'importance, d'une part, la richesse novatrice, d'autre part, du mouvement étudiant.

Sans doute les militants C.F.D.T. ne furent pas les seuls à établir le contact ouvrier avec les étudiants, mais ils furent nombreux, à Paris, mais aussi dans toutes les villes universitaires. A Nancy, à la faculté de droit, un militant sidérurgiste, devant plusieurs centaines d'étudiants, explique ce qu'est le droit syndical :

« *Vous prenez un patron. Vous lui arrachez une augmentation de salaire, c'est comme si vous lui ôtiez sa veste. Vous obtenez une réduction de la durée du travail, c'est comme si vous lui enleviez son pantalon. Vous négociez de meilleures conditions de travail, c'est comme si vous lui ôtiez sa chemise. Comment reste-t-il, alors ?* »

— En slip ! crient en chœur les étudiants.

— Eh bien, le slip, dit le sidérurgiste, c'est le droit syndical !

L'humour, on le voit, peut être une force et devenir une persuasion. Mais ce n'est qu'une anecdote parmi des centaines...

Le second soir des négociations de Grenelle, la C.F.D.T. rappelait qu'elle « *ne saurait admettre qu'un éventuel règlement d'un certain nombre de revendications des travailleurs soit l'occasion et le prétexte pour le gouvernement de reprendre la répression contre le mouvement des étudiants* ».

Cette solidarité ne s'est pas démentie. Il y eut à Paris le meeting au stade Charléty (voir page suivante), mais aussi l'attitude claire prise par la C.F.D.T. à l'occasion des manifestations décidées par la C.G.T. le 28 mai (si les étudiants n'en sont pas, nous n'en sommes pas non plus) et de la manifestation décidée par l'U.N.E.F. le 1er juin (si les autres organisations syndicales n'y sont pas, nous n'y serons pas non plus).

Dans les circonstances présentes, l'enjeu de la rencontre ouvriers-étudiants était trop important pour qu'au-delà de la solidarité toujours affermie on commette des maladresses.

*Devant les usines « Renault », à Billancourt : une rencontre étudiants-ouvriers.*



## CHARLETY un goût nouveau

UN stade archicomble dans ses travées, comme sur sa pelouse, une foule jeune, bariolée, où se côtoyaient étudiants et ouvriers, où les applaudissements crépitaient quand entraient sur le terrain les banderoles « Syndicats de l'O.R.T.F. », « C.F.D.T. Renault-Flins », « C.F.D.T. Bâtiment », « F.O. Industries chimiques »... Une démonstration exemplaire de discipline grâce au service d'ordre de l'UNEF.

Le meeting tenu le 27 mai au stade Charléty a été pour tous les observateurs, mais plus encore pour tous les participants l'un des sommets de la vague qui a secoué ce mois de mai.

De toute part l'UNEF avait été calomniée, court-circuitée et pas seulement en provenance des milieux gouvernementaux. Le rassemblement confirme sa représentativité et son sérieux.

Mais Charléty ce fut aussi la première jonction massive et sur le tas entre ouvriers et étudiants. Fredo Krumnov, secrétaire général de la Fédération du textile C.F.D.T., au nom aussi de plusieurs autres fédérations de la C.F.D.T., souligne comment et combien notre centrale s'était trouvée en accord profond

avec le sens du mouvement lancé par les étudiants. D'autres orateurs, Force Ouvrière ou C.G.T., expliquèrent leur point de vue, de même que des étudiants devant un forum comme Paris n'en n'avait jamais vu.

Mais ce rassemblement fut plus. Il eut une tonalité politique (au meilleur sens du terme) qui n'échappa à personne. On parla un peu vite le lendemain de la création d'un nouveau parti politique. Il s'agissait plutôt d'un courant nouveau et fougueux, né de l'alliance de ce qui dans les mouvements ouvriers et étudiants était le plus dynamique et revendiquait d'être plutôt que d'avoir.

C'est ainsi que dans la nuit tombante, alors que se vidait le stade, tout un chacun ressentait au fond de soi un goût nouveau pour la liberté et le dialogue franc et libre. Il s'est passé ce jour-là quelque chose dont on reparlera... C'était sans doute l'espérance.

*Ci-dessus : le stade Charléty bondé jusque dans ses recoins.*

*Ci-contre : Fredo Krumnov alors qu'il apporte le salut de la C.F.D.T.*



# CE NE POURRA PLUS ÊTRE COMME AVANT

**L**A Sorbonne aux étudiants... C'était sa destination première. Mais jamais elle n'a été autant en leurs mains qu'en cette seconde moitié de mai.

Le flot immense des manifestants du 13 mai passait encore sur le boulevard Saint-Michel que déjà la cour de la Sorbonne grouillait de monde. C'était le premier jour. Des professeurs — et de célèbres — venaient là reprendre contact avec les étudiants, leurs étudiants, après les nuits tragiques de la semaine passée. On discutait. Déjà placardées aux murs sous forme de journaux muraux, des affiches indiquaient les thèmes des discussions qui allaient se dérouler dans les amphithéâtres, dans les salles de cours. Hâtivement griffonnée et collée une feuille indiquait l'esprit qui devait désormais régner en ce haut lieu : « Il est interdit d'interdire ».

Mais dès le lendemain, cette sentence était déjà devenue trop molle. Elle était remplacée par un très fier : « Il est strictement interdit d'interdire ». On ne pouvait pas aller plus loin. Les bornes à la liberté avaient été jetées dans les oubliettes.

La Sorbonne bien vite fit tache d'huile en province, dans les villes universitaires, comme dans les autres centres d'enseignement supérieur de la capitale. Ce n'était ici et là que groupes qui discutaient avec passion, alors que bien haut flottait le drapeau rouge.

Il y avait de quoi être suffoqué quand, bon bourgeois, on se souvenait d'avoir soi-même fréquenté ces lieux dans son jeune âge. Il y avait de quoi être perdu dans cette liberté qui enlevait comme une tornade la poussière et la sécheresse de ces édifices aussi vieillots par leurs pierres que par l'enseignement qui y est distribué.

Et quand quelques jours après le 13 mai notre bon bourgeois voit dans son journal habituel que les étudiants ont installé un piano à queue dans la cour de la Sorbonne et qu'ils dansent à son rythme comme à celui de guitares, il se dit : « Mais, bien sûr, ce n'est qu'une manifestation nouvelle du folklore estudiantin. »

Erreur. Parce que quelques jours plus tard ces mêmes locaux deviendront infirmeries et salles d'hôpital pour soigner les gazés et les blessés des manifestations. Erreur parce qu'ici, comme un peu partout au travers de la France, on a discuté, on a confronté ses idées, on a cherché à apporter une vision nouvelle des choses qu'elles soient de l'Université ou de la société politique.

Oh ! il n'était pas facile d'entrer dans ce monde sans freins ni contraintes. Non que les portes en aient été fermées, au contraire, mais on trouvait là un langage, un style de discussion qui déroutaient.

Mais une fois qu'on avait fait la part des affiches de Che Guevra, Lénine ou Mao qui flanquaient les murs, une fois qu'on avait oublié les à-côtés cocasses, surprenants, détonnants même de cette cour des miracles qu'était la Sorbonne, une fois qu'on était entré (après bousculade)



dans un amphithéâtre et qu'on avait pris la peine d'y rester plus que quelques minutes, on découvrirait enfin ce que très profondément tout cela signifiait.

Sans doute cela signifiait d'abord la fin d'un monde où les étudiants étaient considérés comme blocs de pâte à modeler prêts à prendre l'empreinte exacte de l'enseignement magistral. Mais en creusant plus encore, en écoutant plus, on découvrait que ces étudiants raisonnaient moins en étudiants qu'en citoyens. Si les problèmes universitaires occupaient une bonne place dans les préoccupations comme dans les discussions, ce n'était que réalisme. Les étudiants sont à l'Université. L'Université est donc leur premier champ d'action.

Et toutes ces discussions longues, touffues, bruyantes qui aujourd'hui encore n'ont pas trouvé pour la plupart de débouchés resteront probablement le point le plus important de mai 1968 dans l'Université française. Par leur intérêt, par leur importance, certes, mais surtout par l'immensité des idées qu'elles auront provoqué, mais encore parce que dans nombre d'usines et bureaux occupés, à leur images, d'autres forums, d'autres rencontres ont eu lieu.

Qu'en restera-t-il ? On ne peut le dire encore. Une chose est certaine : ce ne pourra plus être comme avant. Ce n'est déjà pas rien.

Ceux qui ne retiendront que le passage de Roger Couderc à la Sorbonne, en seront pour leurs frais.

1 la faculté des lettres de Nanterre (ci-dessous) les étudiants sanctionnent leur débat par un vote.



Photo ADNF

## FAUT-IL LES TUER ?

La section syndicale CFDT de Shell à Nanterre a distribué un tract auquel « Syndicalisme » assure volontiers une diffusion encore plus large.

Faudra-t-il un jour tous les tuer, pour pouvoir revivre comme avant et essayer d'oublier ce qui s'est passé en mai 68 ?

Mais qui sont-ils, ces enragés, ces inconnus, dont on peut tout dire sauf qu'ils manquent de cœur au ventre ?

Il y a dans leur résolution, dans leur détermination de faire aboutir leurs idées, une prise de conscience d'homme, un courage d'homme. On peut tout dire, sauf qu'ils ne sont pas courageux, pas résistants.

Il y a aussi, dans la forme de leur expression un côté héroïque, panache, idéaliste, certes les formes choisies peuvent être contestables, mais on ne peut pas toujours offrir à sa jeunesse la gloire à Verdun, à Chateaubriand, Strasbourg, Dien Bien Phu, Alger, etc.

On commémore chaque année avec beaucoup de pompe, de respect, d'humilité, et cela n'est pas vain car c'étaient des hommes, le sacrifice général des lycéens parisiens qui en pleine occupation allemande ont choisi, alors que la conséquence était prévisible, d'être des loups et pas des chiens. C'est cela la jeunesse.

Devrons-nous regretter, et il faudra le dire si telle est notre pensée, mais il faudra en saisir toute l'horreur, qu'il nous manque une guerre et par là même la créer, pour que notre jeunesse puisse faire sa crise d'héroïsme, et que c'est le prix nécessaire et indispensable au retour à la société bourgeoise ou ouvrière traditionnelle.

La jeunesse 1968 a choisi son combat, elle a choisi les déshérités, son combat c'est la faim dans le monde, le racisme, les injustices sociales conséquences de notre système économique, le Tiers Monde, la paix dans le monde...

Son combat, elle l'a choisi toute seule, car une partie de cette jeunesse est moralement seule, les parents ont collectivement démissionné, les problèmes que soulèvent les fils, les pères en refusent la prise en considération; ils veulent les pères et les mères ne retenir que le fait suivant : les jeunes sont violents, alors ils veulent maintenant juger leurs enfants et s'il le faut les faire rentrer au bercail à coups de C.R.S., bombes lacrymogènes, etc. Pourquoi pas aussi la légion et les parachutistes ?

Les pères acceptent de tuer les fils, naturellement pas le leur mais celui du voisin, car il faut de l'ordre et il faut revenir à l'usage — on doit obéir — qui revient à dire dans la structure patriarcale, dans la tradition que traditionnelle et les ancêtres ont toujours eue.

Il n'y a pas d'âge, pas plus que de sexe à la prise de conscience, à la responsabilité morale, à la maturité.

Il y a des valeurs sur lesquelles un fils a le droit de juger son père, surtout si ce fils n'a pas grandi, n'est pas devenu adulte par son père, avec son père.

Les fils peuvent demander : « Qu'as-tu fait pour résoudre ces problèmes ? » Chaque génération doit de façon globale des comptes à la suivante.

Lorsque la générosité des fils s'usait dans les guerres nationales ou internationales, et que chaque génération ans on payait le prix du sang, le système moral traditionnel bourgeois pouvait subsister.

Parce que la valeur de leurs motivations risque de faire écrouler certaines traditions, on décide qu'ils ont tort, on refuse de les entendre, et un jour peut-être, on dira : « Il faut les tuer, pour que nous puissions enfin vivre comme avant, et oublier. »

PENSEZ-VOUS CELA POSSIBLE ? REALISTE ? NORMAL ? NATUREL ?